



SYNDICAT DES PERSONNELS DE L'EDUCATION EN GUADELOUPE

FACE AUX DANGERS QUI GUETTENT NOTRE JEUNESSE UNE POLITIQUE ÉDUCATIVE URGENTE ET EFFICACE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL PLUS SÉCURITAIRES !

Habituellement, la répartition des postes pour la rentrée scolaire est connue dès la mi-janvier, comme ce fut le cas les années précédentes. L'absence de budget voté et de visibilité sur les postes pour la rentrée 2026 a également des conséquences directes sur leur réforme des concours de recrutement des enseignants, désormais positionnés au niveau L3. À ce stade de l'année, aucune information claire n'est publiée sur le nombre de postes ouverts ni sur les besoins réels des académies. Une situation inadmissible qui empêche, pour l'instant, toute préparation sérieuse de la rentrée à venir.

La situation de l'école en Guadeloupe reste préoccupante. Les classes surchargées sont une réalité quotidienne à tous les niveaux du système éducatif. Elles aggravent les difficultés scolaires, détériorent les conditions de travail des personnels, et pèsent directement sur la réussite des élèves et le climat scolaire. Près de 80 000 élèves sont scolarisés dans notre académie, encadrés par plus de 10 000 personnels tous corps confondus. Ces effectifs sont le fruit de variations démographiques mais la logique comptable qui consiste à supprimer des postes lorsque les effectifs sont en baisse n'est pas de nature à améliorer les résultats.

Un système qui renforce les inégalités. Alors que les enquêtes internationales montrent que la France compte parmi les pays de l'OCDE aux effectifs de classe les plus élevés, la situation est encore plus critique en Guadeloupe. Pauvreté, précarité, inégalités sociales et infrastructures éducatives souvent vétustes se conjuguent pour mettre en difficulté un grand nombre d'élèves, sans que les politiques éducatives n'y apportent de réponses concrètes. Les résultats des enquêtes du Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves (PISA) pour notre territoire ne sont pas plus reluisants.

Violence, échec scolaire et manque de moyens : un constat alarmant. La violence progresse, s'enracine et se banalise dangereusement dans notre archipel. Le préfet reconnaît d'ailleurs publiquement dans les médias, confirmant ainsi ce que le SPEG dénonce depuis des années, que l'explosion actuelle de la violence est largement la conséquence de taux alarmants d'illettrisme, de chômage et de décrochage scolaire sur notre territoire. Face à ce constat, le SPEG n'a cessé d'exiger des pouvoirs publics la mise en place d'un moratoire sur les suppressions de postes, afin de mettre à profit la baisse démographique pour renforcer notre académie et lui donner enfin les moyens indispensables à une lutte efficace contre l'illettrisme et le décrochage scolaire.

Le SPEG revendique une augmentation du taux d'encadrement dans l'académie de Guadeloupe pour atténuer les inégalités plus fortes dans notre territoire. Pour cela nous exigeons :

- **Le recrutement d'enseignants, la titularisation des contractuels et l'arrêt de la précarité ;**
- **Le recrutement de CPE, de Psy-EN, d'AESH, de personnels médico-sociaux ;**
- **Le maintien des stagiaires et des néo titulaires en Guadeloupe ;**
- **Des contrats de 24h minimum pour les AESH ;**
- **Une véritable politique éducative pour la réussite de tous les élèves de l'académie.**

L'ECOLE EN GUADELOUPE DOIT ETRE UNE PRIORITE : ON LÉKÒL POU SÈVI GWADLOUP !

*Pointe-à-Pitre, le 08 janvier 2026 - Le Conseil syndical du **SPEG***

5, Immeuble DILIGENTI Assainissement- BP 182 – 97164 POINTE-à-PITRE cedex

☎ : 0590 91 05 32 / 0690 40 85 24 sendika@speg-guadeloupe.org